

INRAE



PRODUIRE DURABLEMENT ET ALIMENTER LES VILLES EN LÉGUMES

DES DÉFIS POUR LE MARAICHAGE PÉRIURBAIN

SYNTHÈSE DU WEBINAIRE

12 octobre 2020



PRODUIRE DURABLEMENT ET ALIMENTER LES VILLES EN LÉGUMES

Des défis pour le maraîchage périurbain

WEBINAIRE - 12 octobre 2020

PROGRAMME

MATIN

Ouverture

Déroulement de la journée (équipe organisatrice)

Exposés introductifs

- *Enjeux de reconexion de la production et de la consommation et gouvernance permise par les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)* - Serge Bonnefoy (Association Terres en villes)

- *Le maraîchage périurbain : diversité et prise en compte par la demande urbaine* - Christophe Soulard / Coline Perrin (INRAE)

Exposés illustratifs

- *Le rôle d'une métropole dans la mise en place d'une gouvernance alimentaire. L'exemple de Bordeaux Métropole* - Morgane Scouarnec (Bordeaux métropole)

- *Comment gérer durablement le bâti nécessaire à un approvisionnement alimentaire local ? Expérimentations en cours* - Brigitte Nougarèdes (INRAE)

- *La Ferme de l'Envol, prototype d'une ferme agroécologique ancrée dans un projet territorial* - Laurent Marbot - (maraîcher, Ferme de l'Envol) / François Papy (Académie d'Agriculture de France)

- *Les marchés de gros : acteurs clés pour la reconexion de l'offre et de la demande en légumes d'une aire urbaine* - Dominique Montloup (grossiste à Rungis)

- *Micro-fermes en zone périphérique de Londres : comment s'organise la production à l'échelle individuelle et collective pour fournir des volumes conséquents* - Kevin Morel (INRAE)

Discussion

APRES-MIDI

Ateliers : Freins et leviers pour la relocalisation d'une part conséquente de l'approvisionnement des villes en légumes à horizon 2030.

La conclusion de la journée se fera dans chaque atelier.



Les présentations de la matinée sont accessibles à l'adresse <https://www.picleg.fr/Actions/Maraichage-periurbain>



Equipe organisatrice : Françoise Maxime, Mireille Navarrete, Marc Tchamitchian (INRAE)

Comité d'organisation : Vincent Faloya, Sandrine Gelin, Claire Lesur-Dumoulin, Françoise Maxime, Kevin Morel, Mireille Navarrete, Laetitia Payet, Coline Perrin, Caroline Petit, Marc Tchamitchian (INRAE) ; Nadia Sbiti (Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne)

Animation des ateliers : Christine Aubry, Vincent Faloya, Sandrine Gelin (INRAE), Agnès Lelièvre (AgroParisTech), Claire Lesur-Dumoulin, Françoise Maxime, Kevin Morel, Mireille Navarrete, Brigitte Nougarèdes, Coline Perrin, Caroline Petit, Marc Tchamitchian, Médulline Terrier-Gesbert (INRAE)

Nous assistons aujourd’hui à une multiplication d’initiatives publiques et privées pour reconnecter l’activité de production agricole, notamment légumière, avec les lieux de consommation. Dans quelle mesure et à quelles conditions la relocalisation d’une part conséquente de l’approvisionnement des villes en légumes est-elle envisageable ?

Cette question a été débattue entre chercheurs, professionnels du développement agricole, maraîchers, associations, entreprises et représentants de collectivités urbaines au cours d’un webinaire organisé le 12 octobre 2020 par le GIS PIClég, le département INRAE-ACT et le domaine d’innovation «Agriculture et Alimentation en ville» d’INRAE.

Les risques liés au changement climatique, les leviers liés à l’insertion de systèmes maraîchers et/ou légumiers dans d’autres systèmes, ou encore l’émergence de formes de coopération entre différents systèmes de production à l’échelle d’un territoire ont été des éléments marquants des échanges.

Ce webinaire a donné à voir une diversité d’acteurs, de points de vue et de stratégies pour relocaliser une part conséquente de l’approvisionnement en légumes autour des villes. Des freins et des pistes pour les lever ont été identifiés. La réflexion sera poursuivie au sein d’INRAE et du GIS PIClég, pour préciser des questions de recherche et de R&D qui pourront déboucher sur des études spécifiques.



Ce document propose une relecture transversale des thèmes abordés et des échanges au cours de cette journée. Cette synthèse a été élaborée par l’équipe organisatrice du webinaire, avec l’appui du comité d’organisation et des animateurs des ateliers.

Les photos sont produites par © K. Morel, © B. Nicolas INRAE, © R. Chaussod INRAE, © C. Jez, © P. Lucas INRAE.



Pour citer ce document

Françoise Maxime, Mireille Navarrete, Marc Tchamitchian, Vincent Faloya, Sandrine Gelin, Claire Lesur-Dumoulin, Kevin Morel (2021). *Produire durablement et alimenter les villes en légumes. Des défis pour le maraîchage périurbain*. INRAE, 6 p.



Parcelle d'exploitation agricole appliquant un système agroforestier associant la culture de légumes à des arbres fruitiers - © Bertrand Nicolas INRAE

Favoriser une diversité d'espèces cultivées et de systèmes de culture

La diversité des espèces cultivées et des systèmes de culture est considérée comme un levier majeur, tant pour la transition agroécologique des systèmes agricoles et alimentaires que pour leur résilience et leur adaptabilité au changement climatique. Mais comment envisager une diversification des productions à l'échelle des territoires et des exploitations agricoles ?

A l'échelle des systèmes alimentaires des territoires, la diversification des espèces cultivées permet d'assurer une offre alimentaire à la fois plus large, plus permanente, même si sa composition reste marquée par les saisons. Elle rend possible le maintien d'un lien de proximité entre production et consommation. Les participants du séminaire ont cependant relevé une tension, en terme commercial et d'intérêt économique, entre un nombre restreint d'espèces légumières pour lesquelles un fort volume de vente est possible (ex : tomate, salade), et des espèces plus confidentielles fournissant de moindres débouchés et une moindre rentabilité (ex : jeunes pousses).

Au sein de l'exploitation, la diversification des productions permet de réintroduire une biodiversité cultivée dans les rotations et les assolements, parfois associée à des formes de biodiversité

naturelle via des infrastructures écologiques (haies, friches, bandes florales entre abris...). Cela permet d'assurer des fonctions écologiques telles que les régulations naturelles, l'entretien de la santé et de la fertilité des sols, la gestion des adventices, qui sont des enjeux majeurs en maraîchage. Mais cela soulève aussi des questions : comment concilier diversification des espèces cultivées et calendriers de production pour chaque espèce, éviter les conflits entre cultures pour l'allocation des surfaces, notamment pour les surfaces sous abris qui sont souvent limitantes ?

La coopération entre exploitations apparaît comme une piste intéressante pour réduire ces tensions. En évitant une trop forte diversification à l'échelle de chaque exploitation, l'organisation entre agriculteurs leur permet de réduire la complexité des systèmes à gérer sur chaque exploitation, de conserver ou d'acquérir les compétences techniques pour mener leurs cultures, et de résoudre des questions d'équipement (partage de matériel de semis ou de récolte spécifique à une espèce). Afin de constituer une offre variée pour les consommateurs urbains et de répondre à une diversité d'attentes, cette coopération peut non seulement être raisonnée au niveau des cultures, mais aussi être étendue aux modes de production, notamment entre production conventionnelle et biologique.

L'introduction d'un atelier de maraîchage dans des systèmes de production

non-maraîchers, autre forme de diversification, répond quant à elle à des enjeux écologiques (ex : accroissement de la biodiversité cultivée), mais ouvre aussi la possibilité d'exploiter des terres jusque-là non dédiées à la production maraîchère, permettant ainsi d'accroître significativement l'offre en légumes en périphérie des villes, tout en apportant les intérêts écologiques et économiques de la diversification à ces systèmes non maraîchers.

La transition agroécologique, moteur d'une économie circulaire entre maraîchage périurbain et ville ?

La transition agroécologique s'appuie sur des pratiques et des systèmes de culture et de production qui concourent à concilier durablement des enjeux environnementaux et économiques par la valorisation des fonctionnalités des écosystèmes, en s'appuyant sur la diversité génétique et biologique, sur des mécanismes de régulation naturelle, tout en recherchant l'autonomie des exploitations.

A quelles conditions la transition agroécologique peut-elle soutenir le développement d'une économie circulaire entre ville et agriculture ? Pour limiter la consommation et le gaspillage des ressources et la production des déchets, quelles sont les initiatives innovantes, en cours ou en émergence, qui renouvellent

le lien entre maraîchage et ville ? Comment les pratiques en agroécologie, en agriculture biologique et conventionnelle coexistent-elles dans le maraîchage périurbain pour répondre à ces objectifs ?

La réduction des produits phytosanitaires est attendue par les consommateurs, mais aussi par les habitants des villes en raison du risque sanitaire représenté par l'épandage de pesticides à proximité des habitations. Cependant, cette attente exprimée globalement se traduit dans les faits par des pratiques de consommation très variables, au niveau du consommateur individuel comme de la restauration collective : si certains privilégient les produits issus de l'agriculture biologique, d'autres sont plus en demande de produits locaux, et/ou de produits en circuits courts, pour lesquels c'est l'interconnaissance entre agriculteur et acheteur ou consommateur qui permet de rassurer sur la qualité des pratiques agricoles et donc des produits.

En ce qui concerne **la gestion de l'eau**, le maraîchage nécessite de gros volumes d'eau, et l'activité agricole en zone périurbaine entre en concurrence avec l'usage urbain de l'eau. Cette concurrence avec le réseau d'eau potable mobilisé pour la ville pourrait-elle être contrebalancée par l'usage des eaux usées traitées ? La législation européenne sur la réutilisation des eaux traitées évolue en ce sens, mais les risques sanitaires et environnementaux doivent être considérés, et les réseaux de distribution d'eaux usées en sortie de stations d'épuration (STEP) restent à inventer.

La valorisation des effluents et produits résiduaux organiques produits à proximité ou par les villes est-elle envisageable ? Dans une logique de bouclage des cycles et d'économie circulaire, la gestion des déchets organiques et des produits résiduaux des villes peut-elle être une source d'autonomie vis-à-vis des engrais de synthèse, pour gérer la fertilité et la matière organique des sols pour les systèmes légumiers ? Plusieurs études montrent qu'une large partie des produits agricoles non conformes à la consommation est compostée ou reste au champ. Une maîtrise accrue du processus de compostage et de sa qualité devrait permettre une meilleure valorisation de ces sous-produits de l'agriculture. Le recours au compost urbain pourrait aussi être un complément utile pour la gestion de la fertilité des sols, même

si se posent actuellement beaucoup de questions sur ses qualités pour un usage agricole, particulièrement en agriculture biologique. De même, on peut s'interroger sur la valorisation des fumiers d'élevage, bien que ceux-ci soient généralement éloignés de l'espace urbain. Enfin, un autre lien du maraîchage périurbain à la ville serait l'utilisation des boues de STEP qui, une fois stabilisées, sont aujourd'hui considérées comme des fertilisants. L'usage agricole de ces boues

pollution des sols, accessibilité avec des engins agricoles, accès à des bâtiments agricoles ou à d'autres ressources qui peuvent être critiques dans certaines régions, l'eau par exemple. Il a été souligné que la recherche a mis au point des outils et des démarches pour se prémunir des risques sanitaires liés au sol et qu'elle étudie, en milieu urbain notamment, les contaminations qui peuvent être apportées par l'air et l'eau.



Épandage de boues résiduaux en maraîchage - © Rémi Chaussod INRAE

pourrait cependant être concurrencé par le développement de la méthanisation et d'un usage énergétique.

L'accès au foncier, un enjeu majeur pour développer le maraîchage à proximité des villes

L'accès au foncier est souvent identifié comme un frein pour relocaliser une part conséquente de l'approvisionnement des villes en légumes, du fait de l'urbanisation croissante, de la diminution des surfaces agricoles et du prix du foncier. Pourtant, de plus en plus de collectivités réfléchissent à la préservation des terres agricoles sur leur territoire et prennent des initiatives pour permettre la production de denrées alimentaires à proximité des villes.

Des gisements de surfaces qui pourraient devenir productives existent dans le périurbain, voire dans le domaine urbain. Il faut certes les identifier et en connaître les propriétaires, mais il faut également les qualifier du point de vue de leur utilisation possible par des maraîchers : potentiel agronomique, risque de

Sur le plan réglementaire, des outils de gestion du foncier existant, qui permettent d'identifier, de qualifier et de protéger les terres agricoles.

On dispose aujourd'hui de bons outils, mais qui restent encore trop peu connus, tels que les zones agricoles protégées ou les périmètres de protection des espaces agricoles et naturels périurbains. À côté des collectivités, de nombreux acteurs, dont les Chambres d'agriculture et les SAFER, peuvent être mobilisés autour de ces outils. Il reste cependant difficile de faire coïncider leur mise en œuvre, les temporalités des porteurs de projet d'installation agricole et les stratégies court terme des mandats électoraux.

Si elle est nécessaire, **la planification foncière** est-elle suffisante pour permettre des installations viables de maraîchers ? De l'accord général des participants, elle doit s'accompagner d'une réflexion approfondie sur les conditions de l'activité de maraîchage en fonction du contexte territorial, des concurrences possibles entre activités agricoles pour l'accès aux ressources, et des coopérations qui peuvent s'instaurer entre agriculteurs. L'exemple a été donné de formes de coopération - prêts, échanges, mises en commun - émergentes entre viticulteurs et maraîchers pour l'accès à l'eau, au foncier

et à des bâtiments autour de Montpellier. Ces coopérations sont des pistes à explorer pour faciliter les installations en maraîchage périurbain.

Emploi, travail, main d'œuvre et interconnaissance entre acteurs

Les contraintes spécifiques du travail en agriculture font partie des freins identifiés pour relocaliser une part conséquente de l'approvisionnement des villes en légumes. La pénibilité physique du travail en maraîchage, où la plupart des tâches sont manuelles, complexifie l'accès à une main-d'œuvre ouvrière pourtant indispensable au fonctionnement des systèmes. Dans certains cas, ceci conditionne même le choix des productions : certaines cultures, jugées trop pénibles ou demandant trop de savoir-faire, sont délaissées (ex : mâche). En plus de la pénibilité physique, ont été également évoqués la quantité globale de travail et les phénomènes de

cultures, comme c'est souvent le cas à l'heure actuelle. Au-delà de la robotique, le développement du numérique pourrait aussi apporter des solutions pour faciliter la gestion des exploitations (ex : outils décisionnels ou de traçabilité, d'aide à la planification de rotations culturales très diversifiées). Cela contribuerait à améliorer ainsi les conditions de travail. Des travaux INRAE sont en cours dans ce sens avec plusieurs partenaires.

Les participants au séminaire ont relevé **une faible interconnaissance entre acteurs** ou des positions idéologiques, que ce soit au niveau des acteurs de l'offre ou de la demande, qui freinent les interactions et le développement de complémentarités. La faible attractivité des métiers agricoles évoquée ci-dessus s'inscrit plus largement dans un climat de défiance vis-à-vis de certains modes de production.

Ainsi, la production légumière (produits frais et transformés), qui correspond à des surfaces et des volumes plus importants que la production maraîchère et souvent à un degré de mécanisation

plus industriels, mais qui sont pourtant nécessaires pour fournir les volumes attendus par la restauration collective. A l'inverse, certains producteurs sont réticents à travailler avec la grande distribution, alors que celle-ci exprime une demande en produits locaux pour améliorer son image et accroître la confiance des consommateurs. Enfin, on note que l'agriculture urbaine a parfois une mauvaise image dans le monde agricole, les jardiniers urbains étant jugés amateurs (à tort ou à raison) et opposés aux maraîchers professionnels. Dans ce contexte, il semble nécessaire de favoriser une meilleure interconnaissance des stratégies et des modes de fonctionnement des uns et des autres et de revaloriser la diversité et la complémentarité des métiers (légumiers, maraîchers, jardiniers, mais aussi logisticiens ou distributeurs...).

Valoriser une diversité de circuits de commercialisation

La diversification des cultures et des systèmes de production, surtout si elle se traduit par une atomisation des lieux de production et des volumes, génère de nouvelles contraintes, de nouveaux enjeux dans la conception des circuits d'approvisionnement, de la logistique et de la commercialisation. La coopération entre des systèmes très diversifiés et d'autres un peu plus spécialisés, comme proposé plus haut, peut être un moyen de réduire certaines contraintes. Mais pour augmenter significativement la part d'approvisionnement local des villes en légumes, la question des circuits de commercialisation est cruciale.

Dans les discours politiques, **le rôle de la restauration collective** et de la restauration hors-domicile en général (RHD) est souvent mis en avant comme un moyen de soutenir les filières locales. Les acteurs présents au séminaire se sont questionnés sur son potentiel réel : dans quelle mesure ces débouchés sont-ils déjà saturés ? En quoi la loi EGALIM va-t-elle inciter leur développement ? De plus, les participants ont insisté sur le fait qu'il manque des connaissances sur les modalités de construction de partenariats durables entre agriculteurs et acteurs de la restauration collective : comment bien caractériser les besoins (qualité, quantité, saisonnalité) de la restauration collective ? Quel consentement à payer pour des produits locaux,



Ferme maraîchère livrant en circuits courts dans la zone urbaine de Brest - © Kevin Morel

surcharge mentale, liés à la production mais aussi, pour les agriculteurs en circuits courts, à la commercialisation et à l'activité de livraison. Tout ceci contribue à une faible attractivité des métiers agricoles et limite le renouvellement des générations.

Ces difficultés plaident pour **le développement de la mécanisation** et de la robotique pour la production de légumes, à condition que les solutions proposées soient adaptées à une diversité de cultures et pas seulement à une ou deux

supérieur, est décrite par certains maraîchers produisant une gamme diversifiée, en petits volumes et de façon très manuelle. Pourtant, une demande de produits en demi-gros est constatée pour la restauration collective, dans les villes qui cherchent à relocaliser leur approvisionnement en légumes. De plus, certains acheteurs ont une position ambiguë sur le type de producteurs avec qui ils veulent travailler. On retrouve ici l'opposition entre les petits maraîchers diversifiés et les légumiers jugés

à la fois de la part des consommateurs finaux et des acteurs de la RHD ? Quel impact économique pour les agriculteurs ? Comment l'ensemble des acteurs locaux peuvent-ils gérer collectivement les aléas climatiques et la saisonnalité, qui créent des irrégularités temporelles de production et de prix ? Quels modes de contractualisation favoriseraient une bonne visibilité pour les producteurs et une sécurité pour les acheteurs ?

Plusieurs freins ont été soulignés : les pics de la production maraîchère (souvent en été) correspondent mal avec les calendriers de la restauration collective (vacances d'été). Les légumes demandés par la restauration collective ne sont pas forcément les plus rentables pour les producteurs. Du point de vue de la RHD, il est important de sécuriser les approvisionnements, ce qui peut amener à combiner des approvisionnements locaux et distants pour parer aux aléas climatiques sur le territoire.

Cependant, **la perception de l'équilibre offre/demande** semble varier d'un contexte urbain à l'autre, mais aussi d'un acteur à l'autre. Certains participants ont indiqué des niveaux de production agricole insuffisants par rapport à la demande des villes, d'autres pointent un manque de porteurs de projet permettant la reconexion agriculture/ville ou des projets de taille insuffisante pour relocaliser l'alimentation des grandes villes, d'autres enfin un manque d'acheteurs locaux. Cela révèle sans doute une difficulté d'accès à l'information localement, sur les acteurs présents, les volumes qui peuvent être produits ou consommés, et leurs dynamiques à moyen terme.

Un des moyens de lever certains freins est de réfléchir à **la complémentarité entre produits frais et produits transformés**. On associe généralement ces deux types de débouchés à des systèmes de production très différents (traditionnellement, les productions maraîchères étant majoritairement orientées vers le débouché frais). Différents types de transformation des légumes sont envisageables à proximité des villes, qui mettent en jeu des outils et des logistiques très différentes : création d'ateliers de transformation semi-industriels et collectifs, légumeries pour la restauration collective, transformation à la ferme, ou en coordination entre fermes, transformation minimale pour augmenter la durée de conservation (et notamment résoudre la question de l'inadéquation temporelle de l'offre et

la demande en légumes), transformation plus importante pour des préparations culinaires prêtes à l'emploi... Le séminaire a peu abordé ces questions qui mériteraient certainement un approfondissement.

Face à cette diversité d'enjeux et de modes de commercialisation, il paraît donc important de mieux caractériser la diversité de circuits de commercialisation disponibles localement et d'accompagner leur combinaison pour soutenir l'approvisionnement local, et dépasser la méconnaissance entre acteurs ou les positions idéologiques évoquées plus haut.

Passer d'expériences localisées à des démarches capables d'approvisionner des villes de grande taille



© Christine Jez



© Kevin Morel



© Philippe Lucas INRAE

De nombreuses expériences locales de reconexion du maraîchage à la ville existent, dont quelques-unes ont été illustrées lors du séminaire. La question du passage à l'échelle reste posée, c'est-à-dire la capacité des acteurs locaux à s'organiser pour augmenter la part de l'approvisionnement local des villes et pérenniser ces organisations collectives. Il faut d'ailleurs noter que dans cette dynamique vers une relocalisation de la production, tous les territoires ne sont pas égaux.

Si les participants au séminaire ont constaté, dans certains territoires périurbains, un manque de porteurs de projet alors que la demande en produits locaux est forte, dans d'autres territoires, de nouvelles installations de maraîchers et en particulier des installations hors cadre familial sont observées, associées à des demandes de formation importantes.

Comme souligné précédemment, plusieurs problématiques liées à l'activité de production elle-même se posent pour pouvoir développer à large échelle les initiatives de terrain déjà existantes. Une question importante reste l'accès au foncier, même si nombre de collectivités urbaines, conscientes de ce frein, ont déjà lancé des initiatives pour soutenir l'activité agricole en périphérie de leur territoire.

D'autres freins ont été soulignés concernant **la gestion des ressources** comme l'eau, la main-d'œuvre ou les équipements. L'enjeu d'une gouvernance alimentaire de l'eau, avec des schémas d'irrigation pour les activités agricoles, a été mentionné et nécessiterait discussion avec les Agences de l'eau. Le besoin de mutualisation d'équipements agricoles spécifiques a aussi été signalé. Les difficultés d'accès aux ressources sont parfois spécifiques au secteur maraîcher mais résultent aussi de la concurrence entre systèmes de production (par exemple la viticulture en zone périurbaine de Montpellier qui concurrence le maraîchage) ou entre activités urbaines et agricoles.

Au-delà de l'étape de production, **les questions de logistique et de transport** des légumes vers la ville sont apparues centrales pendant le séminaire. La livraison des matières premières vers le destinataire final, en cœur de ville, est perçue comme très problématique car le temps passé dans les transports est très élevé comparativement aux volumes commercialisés.

Des questions restent aussi posées sur les modalités de transport qui pourraient permettre de décarboner les échanges avec la ville. Plusieurs pistes ont été proposées et mériteraient approfondissement : création de plateformes d'interface entre producteurs et consommateurs (individuels et collectifs), assurant la collecte et la distribution des légumes ; utilisation des MIN à proximité des villes comme plateformes logistiques ; derniers kilomètres via transports postaux... Tout cela ouvre la voie à la création de nouveaux métiers autour de la mobilité et de la livraison.

L'accompagnement des exploitations agricoles demeure essentiel dans une perspective de relocalisation de l'approvisionnement des villes. Ce n'est en effet pas si simple de démarrer une activité de maraîchage à visée périurbaine, qu'il s'agisse de la réorientation d'une exploitation maraîchère de grande surface, de la création d'une micro-ferme urbaine ou d'un atelier de diversification dans une exploitation céréalière existante. Comment assurer un revenu minimum de l'activité, avec quelle surface et quelles productions ? Quelles compétences techniques sont-elles nécessaires et comment les acquérir ? Ce sont des questions auxquelles doivent répondre les porteurs de projet, mais aussi les collectivités qui souhaitent favoriser une production maraîchère locale et doivent en déterminer l'échelle au regard de leurs besoins. Le risque existe de raisonner à une échelle inadéquate, car trop petite pour rentabiliser

une exploitation maraîchère. Les dispositifs d'appui à l'installation, tels que les espaces-test agricoles, sont des outils essentiels d'accompagnement pour les porteurs de projet comme pour les collectivités.

Plus généralement, c'est **la gouvernance** même de ce type de projet de relocalisation qui est en jeu. Elle suppose à la fois de repérer des acteurs capables de coordonner et fédérer un ensemble varié d'acteurs, et de mobiliser des outils (réglementaires, économiques, de planification) pour soutenir ces projets dans la durée. Les collectivités urbaines sont des acteurs clés pour encourager ce mouvement de relocalisation et coordonner les différents acteurs. Il s'agit avant tout pour elles de bien penser le type d'agriculture qu'elles veulent favoriser et de parvenir à articuler un projet agricole, un projet alimentaire et un projet territorial, dans leurs différentes composantes. En effet, même si la demande sociétale pour des légumes biologiques et locaux est forte, les difficultés de coexistence entre agriculteurs biologiques et conventionnels sont réelles, tout comme les conflits de voisinage entre citadins et agriculteurs. Communiquer, sensibiliser les habitants aux contraintes de l'activité agricole, favoriser les rencontres et les échanges à travers des marchés locaux et des événements festifs ou pédagogiques sont autant de leviers à mobiliser pour (ré)implanter avec succès des activités maraîchères autour des villes.



Exploitation maraîchère en Essonne (91) - © Christine Jez